

être réalisées au cours de la présente session. C'est avec intérêt cet après-midi que nous avons entendu le premier ministre et le chef de l'opposition (M. Pearson). Ni l'un ni l'autre ne voulait souffler mot d'une récession mais l'un et l'autre ont fini par en parler. Le chef de l'opposition a voulu en tenir le gouvernement responsable, disant qu'il n'agissait pas. Le premier ministre affirmait par contre que cela tenait aux 22 années d'administration libérale; mais malgré les mesures que, selon lui, on est en train d'adopter, je constate que la plupart des difficultés économiques qui existaient au moment où son parti est arrivé au pouvoir ne sont pas encore réglées et qu'en vérité la plupart des grands problèmes qui se posaient à nous le 21 juin dernier, au moment où le gouvernement devenait conservateur, sont plus graves même qu'ils ne l'étaient à cette époque.

On nous a dit que nous traversons une période de récession, de chômage, de pause économique. On m'a toujours dit que chaque fois qu'il y avait récession, sous notre régime actuel, cela tenait à une surproduction et que, cela étant, il y avait une demande plus faible qui devait entraîner une baisse des prix. Mais malgré la surproduction les prix ne diminuent pas. Bien au contraire, ils augmentent.

L'indice du coût de la vie a manifesté, du mois de juin de l'an dernier au mois d'avril de cette année, une hausse beaucoup plus rapide que celle de toute période correspondante depuis le mois de juin 1951. En d'autres termes, en période de ralentissement, en période de chômage généralisé, nous assistons à la hausse du coût de la vie, à l'inflation et à l'affaiblissement du pouvoir d'achat du dollar. Nous admettons tous, je pense, que l'inflation coûte très cher à la nation, qu'elle impose un fardeau relativement plus lourd à ceux qui sont le moins en mesure de le porter, et que ceux qui ont accumulé des économies pendant des années constatent qu'elles ont perdu de leur valeur. Elle annule bon nombre des avantages que comporteraient autrement les prestations de sécurité sociale. Les personnes à revenus modiques trouvent que l'augmentation du coût de la vie est un réel fardeau. La CCF estime que le seul programme qui pourra empêcher l'inflation est une économie planifiée et un contrôle du niveau des prix.

On a consigné aujourd'hui au compte rendu bon nombre de chiffres relatifs au chômage, mais tous ces chiffres démontrent que le chômage augmente. Le premier ministre a énoncé le programme que le gouvernement adopte pour aider les chômeurs et leur redonner du travail. Le premier ministre a exposé le programme de son gouvernement mais,

depuis qu'il a adopté ce programme, le chômage a augmenté.

Aujourd'hui, le chef de l'opposition (M. Pearson) a fait grand état de la proposition britannique concernant la liberté du commerce; il a dit que le gouvernement devrait agir. Bien que le gouvernement n'ait pas adopté d'attitude concrète à l'égard de cette proposition britannique lorsqu'elle a été formulée pour la première fois, je me rappelle que le parti libéral, et en particulier le chef actuel de l'opposition, n'avait aucun programme à cet égard. Dans un discours qu'il a prononcé à la Chambre le 23 octobre dernier, le chef de l'opposition, répondant à une question au sujet de son attitude à l'égard de l'offre du Royaume-Uni, a déclaré, ainsi qu'en fait foi la page 351 du Hansard de ce jour-là:

Notre ligne de conduite, ici, est d'obtenir que le gouvernement, qui assume la responsabilité, dise au peuple canadien en quoi consiste la sienne.

A mon avis, cette attitude adoptée après coup par un parti politique n'est guère satisfaisante puisque ce parti a fait en quelque sorte volte-face et nous expose maintenant sa politique longtemps après que l'offre a été formulée.

Le chef de l'opposition a proposé un amendement cet après-midi. Si l'on veut bien me le permettre, je voudrais maintenant, appuyé par l'honorable député de Kootenay-Ouest (M. Herridge), proposer un sous-amendement:

Que tous les mots qui suivent l'expression "prosperité", dans l'amendement, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"s'il n'existe d'abord des principes d'économie planifiée en vue d'assurer un niveau de vie de plus en plus élevé pour le peuple canadien et, en second lieu, un volume croissant d'échanges internationaux que favoriseront des mesures vigoureuses pour développer et accroître le commerce avec tous les pays."

Nous entendons par cet amendement qu'il est nécessaire non seulement d'adopter une nouvelle politique commerciale dans le domaine international mais aussi d'adopter une nouvelle politique au sein de notre propre pays si nous voulons étendre nos marchés. Le programme que la CCF propose à cette fin a été exposé à la Chambre en de nombreuses occasions. Nous avons demandé qu'on accepte, au besoin, la livre sterling; nous avons dit que des ententes de troc étendraient notre commerce, que nous serions disposés à échanger nos denrées pour des denrées que nous pouvons utiliser et que d'autres pays veulent nous expédier. Nous avons dit, de plus, que nous serions disposés à faire don de certains de nos excédents aux pays nécessiteux si, après avoir tenté par tous les moyens d'accroître notre commerce, nous avons encore en main des excédents.

En ce qui concerne notre propre économie, nous avons le sentiment qu'il y a de grandes